

Extrait du compte rendu de la 289e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel (Londres, 15-16 mars 1966)

Légende: Lors de la 289e réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), tenue au niveau ministériel les 15 et 16 mars 1966 à Londres et présidée par le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères Michael Stewart, les délégations interviennent sur les relations Est-Ouest. Dans ce contexte, Michael Stewart relate qu'aucun progrès n'a été fait les derniers mois dans les discussions sur la non-prolifération nucléaire et sur le désarmement, mais l'URSS a relancé la conférence de Genève qui se trouvait dans une impasse. En ce qui concerne le problème allemand, il souligne que les puissances occidentales doivent saisir toute occasion pour signaler qu'elles ne considèrent pas le statu quo en Allemagne comme une solution souhaitable à long terme. Selon le gouvernement britannique, les Occidentaux doivent avant tout maintenir intact le système de défense occidental et éviter en même temps toute provocation à l'égard de l'Union soviétique.

Source: Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Extrait du compte rendu de la 289e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel les 15 et 16 mars 1966 à Londres. II. Consultation politique. CR (66) 6. Partie I. pp. [s.p]; 21-23. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1966, 01/03/1966-30/11/1970. File 132.15. Volume 2/7.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL:

http://www.cvce.eu/obj/extrait_du_compte_rendu_de_la_289e_reunion_du_conseil_de_l_ueo_tenue_au_niveau_ministeriel_londres_15_16_mars_1966-fr-42093e72-d456-4f6a-a262-10b2ac33de79.html



Date de dernière mise à jour: 13/10/2016

SECRET

DOSSIER No.

CR (66) 6 pl. I

EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA 289^e REUNION
DU CONSEIL DE L'U.E.O. TENUE ~~EN~~ AU NIVEAU
MINISTERIEL LES 15 e 16 MARS 1966
A LONDRES

Président: M. Michael Stewart

II CONSULTATION POLITIQUE

1. Relations Est-Ouest

Le PRESIDENT invite le Ministre des affaires étrangères d'Allemagne à ouvrir l'échange de vues sur ce point.

M. SCHROEDER consacrera principalement son intervention à la question allemande. La situation n'a que peu changé depuis la précédente session ministérielle; la Russie soviétique, gênée par ses relations tendues avec Pékin, agit avec prudence à l'égard de l'Allemagne afin de faire oublier à l'Occident ses visées expansionnistes. Le caractère de la menace qui vient de l'Est n'est pas toujours bien apprécié, mais les populations qui vivent au voisinage de la ligne de démarcation sont particulièrement sensibles aux fluctuations des ambitions communistes et ne peuvent oublier un seul jour que l'Allemagne reste divisée. Un certain nombre d'événements significatifs ont eu lieu ces derniers mois dans la Zone d'occupation soviétique. Le 3 décembre, Apel, chef du département de la planification, s'est suicidé après avoir vainement protesté contre la conclusion d'un accord commercial qui soumettait l'économie de la Zone aux intérêts russes jusqu'en 1970, éliminant toute possibilité pour elle de développer sa propre forme allemande de socialisme. Le 15 décembre, le Comité central du S.E.D. a décidé de renforcer les pouvoirs du Gouvernement en matière économique, d'imposer des restrictions en matière politico-culturelle et de réviser tout l'appareil du Parti. Le 25 décembre, le professeur Havemann, physicien réputé de Berlin-Est, a été exclu de l'Académie des sciences pour avoir fait publier un article dans un journal d'Allemagne occidentale (en accord avec Apel), préconisant une adaptation nationale du Parti communiste au caractère propre de l'Allemagne occidentale. A la fin de l'année, un memorandum a été publié au nom d'Ulbricht, exposant la position de Pankow à l'égard de l'Allemagne et du désarmement depuis le début de la crise de Berlin en 1958. Le 12 janvier 1966, le S.E.D. a obligé le syndicat des écrivains de la zone à procéder à son autocritique et à promettre de se conformer à toutes les exigences du Parti. En même temps, le Ministre de la culture, Bentzien, a été limogé sous prétexte d'incapacité. Le 14 janvier, le Gouvernement de la Zone a suggéré que des négociations s'engagent entre "les deux Etats allemands" sur toute une série de

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (66) 6

PARTIE I

M. LUPIS déclare avoir écouté avec beaucoup d'intérêt la déclaration très détaillée de M. Schroeder sur l'unification allemande et sur Berlin, et plus particulièrement sur l'activité constante et croissante des autorités de la zone orientale tendant à donner à celle-ci une plus grande autorité internationale. Il partage à ce sujet la conviction exprimée par la République fédérale d'Allemagne, suivant laquelle il convient d'éviter tout acte ou toute mesure qui pourrait contribuer à donner plus de poids au régime de Pankov. C'est là un sujet qui mérite toute l'attention du Conseil, et sur lequel il faudrait peut-être revenir ultérieurement plus à loisir. M. Lupis désire en tout cas saisir cette occasion pour confirmer la sympathie du Gouvernement italien pour la position du Gouvernement de la République fédérale allemande, dans ce domaine vital pour lui et vital aussi pour le reste du monde. L'Italie convaincue du droit du peuple allemand à la réunification grâce à des élections libres, sait que l'histoire ne manquera pas d'entériner cette fonction constructive d'unité dans la paix, qui est essentielle pour le destin du continent.

Le PRESIDENT estime comme M. Schroeder que la liberté d'action de l'Union soviétique est actuellement très limitée, en raison de ses difficultés avec la Chine. Dans plusieurs domaines, et particulièrement au Vietnam, elle se trouve dans la position fâcheuse, soit de se voir accusée de mollesse par la Chine dans le reste du monde communiste, soit de risquer de couper les ponts avec le monde occidental. Il semble que le Gouvernement soviétique souhaite que le choix ne lui soit pas imposé trop brutalement, et que la situation demeure assez imprécise. Le Premier ministre a été confirmé dans cette impression lors :

- : de sa récente visite à Moscou. En effet, le Gouvernement
- : soviétique n'a montré aucun penchant à modifier ses posi-
- : tions bien connues sur le désarmement, la sécurité européenne et le double problème de la conclusion d'un traité sur la non-prolifération et des dispositions nucléaires au sein de l'O.T.A.N. Le Premier ministre britannique s'est efforcé d'amener le Gouvernement soviétique à atténuer la rigidité de son attitude à l'égard de l'Allemagne chaque fois qu'il est question de la prolifération des armes nucléaires.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (66) 6

PARTIE I

En dépit du danger réel pour le monde de voir plusieurs nations devenir prochainement des puissances nucléaires, il reste difficile d'amener les Soviétiques à considérer ce problème mondial autrement qu'en insistant sur le nonaccès de la République fédérale aux armes nucléaires sous quelque forme que ce soit. Une hostilité à l'égard de l'O.T.A.N. en général se décèle derrière cette attitude et tout ce qui est de nature à favoriser une meilleure compréhension et une plus grande cohésion entre les membres de l'O.T.A.N. sera mal accueilli par l'Union soviétique. Celle-ci exploite le désir naturel de tous les pays occidentaux de conclure un traité sur la non-prolifération pour introduire la division au sein de l'O.T.A.N. On peut dire que le prix demandé par les Russes pour la conclusion d'un accord de non-prolifération est l'engagement des alliés de ne rien faire qui puisse déplaire à l'Union soviétique. Il n'est pas sûr que cette attitude persiste, en particulier si les membres de l'O.T.A.N. s'appliquent à trouver à ce problème une solution qui les satisfasse, sans être naturellement un geste de provocation inutile, mais réponde simplement aux besoins de l'O.T.A.N. et à l'utilité de parvenir à un traité sur la non-prolifération si les conditions en sont raisonnables.

Aucun progrès ne s'est fait jour dans les discussions avec les Soviétiques sur la non-prolifération ou sur le désarmement, mais il ne faut pas oublier qu'il y a un an, la conférence de Genève était dans l'impasse et qu'en cours d'année, l'Union soviétique a décidé de lui redonner vie. Il s'agit là d'une nouvelle illustration de la politique de bascule qu'elle juge nécessaire d'adopter dans de si nombreux domaines, et M. Stewart convient, avec M. de Broglie, que l'intérêt soviétique en ce moment pourrait bien être seulement de préserver le statu quo, les Soviétiques estimant que l'Europe s'y habituera peu à peu et que la reconnaissance de jure de l'Allemagne de l'Est n'est peut-être pas très éloignée. Ils espèrent probablement que le monde s'habitue à la division de l'Allemagne et l'acceptera comme une réalité aussi bien en droit qu'en fait, pour la seule raison qu'elle a duré pendant si longtemps. Si cette interprétation est exacte, il est essentiel que l'Occident et toutes les puissances qu'intéresse spécialement le statut de Berlin-Ouest, saisissent toutes les occasions favorables pour signifier qu'elles ne considèrent pas celui-ci comme une solution possible ou souhaitable à titre permanent.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (66) 6

PARTIE I

Il est toutefois certainement exact que le Gouvernement soviétique désire, peut-être pour d'autres raisons que le maintien pur et simple du statu quo en Europe, poursuivre le dialogue avec l'Ouest. Par exemple, les Soviétiques désirent intensifier leurs relations bilatérales avec divers pays occidentaux et ils ont encouragé les pays satellites à faire de même, ainsi que M. de Broglie l'a mentionné.

La négociation d'un accord culturel avec les Etats-Unis et l'initiative de la conférence de Tachkent représentent d'autres exemples de ces activités bilatérales, bien qu'il soit évident que l'U.R.S.S. n'ait pris cette dernière initiative que dans son propre intérêt. Il est toutefois important que l'Union soviétique et l'Occident aient partagé, dans ce cas, un intérêt commun, à savoir le maintien de la paix entre les différentes parties du continent indien.

Cependant, certains symptômes inquiétants d'un retour à l'intolérance à l'intérieur de l'Union soviétique elle-même, tel que l'attitude prise à l'égard de certains écrivains soviétiques, suggère que l'influence du KGB se fait de nouveau sentir, bien qu'on ne puisse encore se prononcer de façon définitive à ce sujet.

: En conclusion, M. Stewart déclare que de l'avis
: du Gouvernement britannique, la politique à adopter est la
: suivante : tout d'abord, éviter toute provocation; ensuite
: maintenir intact le système de défense occidental; enfin,
: montrer clairement que l'Occident n'est pas décidé à ad-
: mettre qu'une situation injuste, parce qu'elle existe
: depuis longtemps, doit être considérée comme juste.

M. LUPIS déclare que le brillant exposé de M. Stewart sur la récente visite du Premier ministre britannique à Moscou a retenu tout son intérêt. Bien que la position de l'Union soviétique sur la question de la non-prolifération des armes nucléaires soit connue depuis quelque temps déjà, il faut cependant tenir compte de l'atmosphère qui a entouré ces échanges de vues et de l'impression que les dirigeants du Kremlin ont voulu donner à leurs visiteurs occidentaux. M. Lupis

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET